

Dans le feu de l'action – Faits et points saillants

Les blessures liées au stress opérationnel sont des difficultés psychologiques persistantes qui résultent d'activités opérationnelles et qui incluent la dépression, l'anxiété, les toxicomanies et le syndrome de stress post-traumatique.

Police provinciale de l'Ontario (OPP)

Personnel : 6 152 membres en uniforme, 1 862 civils, 123 dans les Premières Nations

Quartier général : Orillia

Détachements : 166, plus cinq bureaux régionaux et un bureau de division

Territoire géographique : Près de 1 million de kilomètres carrés **Municipalités** : 322

Psychologue du personnel : 1

Bénévoles des équipes de soutien par les pairs : 51

Suicides à l'OPP

Nombre de policiers de l'OPP tués en exercice depuis 1989 : 21

Nombre de suicides à l'OPP depuis 1989 : 23* (16 policiers en exercice, 7 à la retraite)

Taux estimé de décès dus à la violence (p. ex., arme à feu, arme blanche) : 3 pour 100 000

Taux estimé de décès dus à des accidents (p. ex., collision sur la route) : 20 à 22 pour 100 000

Taux estimé de décès dus à des suicides* : 12 pour 100 000

** L'OPP ne conserve aucune donnée officielle sur les suicides; ces chiffres sont tirés d'une liste ad hoc conservée par le psychologue du personnel de l'OPP.*

Coût des blessures liées au stress opérationnel à l'OPP – 2006-2012

Cas de blessures liées au stress opérationnel (base de données sur les maladies professionnelles) : 269

Demandes à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail pour des blessures liées au stress opérationnel : 207

Coûts estimés (assurance contre les accidents du travail) : 3,5 millions \$

Journées de travail perdues : 22 067

Points saillants des recommandations de l'Ombudsman

- L'OPP devrait s'attaquer à la stigmatisation persistante des blessures liées au stress opérationnel et du suicide en examinant les pratiques exemplaires, en consultant des experts et en instaurant un programme complet et cohérent de services de soutien, de formation et de prévention pour les policiers en exercice et à la retraite, ainsi que pour leurs familles.
- L'OPP devrait recueillir des données sur les demandes déposées concernant les blessures de stress opérationnel et sur les suicides.
- L'OPP devrait immédiatement aiguiller vers les services voulus les policiers et leurs familles qui ont besoin d'aide.

- L'OPP devrait renforcer et améliorer ses programmes d'aide aux employés, ses services psychologiques existants et ses services de soutien par les pairs.
- L'OPP devrait élargir son programme Safeguard d'examen réguliers de santé mentale.
- Le Ministère devrait faire une étude auprès de la police en Ontario pour déterminer l'ampleur des blessures de stress opérationnel et des suicides, consulter des experts et élaborer des normes provinciales pour les corps de police relativement aux services de soutien, à la formation et à la prévention.

Enquête de l'Ombudsman – dates et chiffres

- Annonce de l'enquête : **30 mars 2011**
- Total des plaintes reçues de policiers de l'OPP : **78 (50 policiers en exercice, 28 retraités)**
- Total des plaintes reçues de policiers municipaux : **28**
- Entrevues effectuées : **191**
- L'OPP propose la mise en place d'un coordonnateur à plein temps du soutien social pour blessures opérationnelles : **août 2011** (poste toujours vacant)
- L'OPP fait du poste de coordonnateur du Programme d'aide aux employés un poste à plein temps : **novembre 2011**
- Suicide du sergent Douglas Marshall : **avril 2012**
- Le rapport préliminaire de l'Ombudsman est terminé, il est envoyé à l'OPP et au Ministère : **21-22 août 2012**
- Recommandations à l'OPP : **28**
Recommandations au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels : **6**
- Première réponse reçue du Ministère : **10 septembre 2012**
- Première réponse reçue de l'OPP : **28 septembre 2012**
- Le rapport final de l'Ombudsman est terminé, il est envoyé à l'OPP et au Ministère : **16 octobre 2012**
- Réponses finales reçues de l'OPP et du Ministère : **18 octobre 2012**

Études, programmes et pratiques exemplaires d'autres instances cités dans ce rapport

- **Gendarmerie royale du Canada** (p. 34, 55)
- **Service de police de Toronto** (p. 35, 56, 128)
- **Service de police d'Ottawa** (p. 35)
- **Service de police de Calgary** (p. 56, 128)
- **Service de police de Montréal** (p. 56, 61, 137)
- **New Jersey State Police** (p. 31, 53)
- **New York City Police Department** (p. 32)
- **San Francisco Police Department** (p. 52)
- **San Antonio Police Department** (p. 52)
- **Erie County Law Enforcement** (p. 52)
- **Michigan State Police** (p. 54)
- **Pennsylvania State Police** (p. 54)
- **Los Angeles Police Department** (p. 54, 61)
- **Metro Nashville Police Department** (p. 54)
- **California Highway Patrol** (p. 60)

Leurs propres mots – commentaires des témoins, *Dans le feu de l'action*

« Le personnel est content, en majorité, de me voir de retour et me soutient vraiment, mais il y en a encore qui continuent [de dire] “ Ouais, t’es censé avoir un SSPT, c’est ça ”. J’entends ces bêtises... dites à voix basse. »

– **L’Agent Albert, OPP** (p. 16)

« Imaginez un boulot où, si on vous confisque votre arme à feu, c’est la fin pour vous... On ne peut pas leur en parler. On doit serrer les dents et tenir le coup aussi longtemps que possible. J’ai cru pouvoir durer et finir ma carrière. .. J’ai essayé comme un forcené. J’ai essayé, j’ai pleuré, je me suis inquiété, j’ai été stressé. La vie était un enfer pour moi à la maison... Je pensais sans arrêt : “ Je ne peux plus tenir le coup ”. »

– **L’agent Carl, OPP** (p. 18)

« La culture policière ne voit pas d’un bon œil les gens qui ont des problèmes... Vous êtes non seulement censé être surhumain quand vous êtes policier, mais vous craignez aussi de demander de l’aide... Si vous faites appel à des services de conseil pour la santé mentale, il se peut que vous ne soyez pas considéré pour une promotion et que vos collègues et vos supérieurs vous humilient. Dans certains cas, il se peut aussi qu’on vous retire votre arme. La peur de demander de l’aide est donc bien réelle. »

– **D^r John Violanti** (p. 42)

« On m’a bien fait comprendre au cours de ma carrière que, quand on a un problème, il ne faut surtout pas que la direction – ou n’importe qui d’autre – l’apprenne, sous peine d’être blackboulés... On est catalogué, puis ostracisé... Malheureusement, c’est ça la stigmatisation et je crois qu’elle subsiste. »

– **Policier de l’OPP** (p. 95)

« J’ai eu une réunion avec [le fournisseur externe d’aide aux employés]. D’emblée, ils m’ont dit : “ Vous devez bien comprendre que c’est à court terme. Vous avez droit à cinq rendez-vous. ” Je me suis dit, cinq? Nom d’un chien, comment est-ce qu’ils vont régler mon problème en cinq séances? Et mentalement, j’ai tout de suite écarté cette option. »

– **L’agent Frank, OPP** (p. 104)

« Chaque année, nous recevons des appels concernant des policiers potentiellement suicidaires, mais personne ne sait vraiment quoi faire. »

– **Le psychologue du personnel de l’OPP** (p. 134)

« Pour moi, ces policiers, ce sont des tragédies du métier dans la police, tout comme le policier tué par une balle lors d’un incident. Mais le nom de ces policiers n’est inscrit sur aucun mur commémoratif. »

– **Gestionnaire de l’OPP** (p. 134)

« J’ai vu des gens se suicider au travail... J’en ai tiré des leçons... Je suis très direct. Je demande aux gens : “ Tu vas te tuer? ” J’ai posé cette question plusieurs fois depuis, sans avoir honte, sans être embarrassé... »

– **Superviseur de l’OPP** (p. 135)

« Nous signalons aussi respectueusement que ce cas illustre une fois de plus le besoin urgent de revoir le droit aux prestations pour stress mental post-traumatique, et montre que la CSPAAT doit cesser de gaspiller ainsi l’argent des contribuables. »

– **Lettre d’un commandant d’unité d’un service de police municipale à la CSPAAT, exprimant son objection à des prestations pour l’agent Henry, qui s’est par la suite suicidé** (p. 147)